

REGLEMENT GENERAL DE COMMUNE

Chapitre 1

DISPOSITIONS GENERALES

Définition, garantie
d'existence et fusion

Article premier ¹La commune du Cerneux-Péquignot réunit sous ce nom tous les habitants qui y sont domiciliés et tous les biens appartenant à la communauté.

²L'existence de la commune et de son territoire sont garantis; aucune fusion ni division, non plus qu'aucune cession de territoire, ne peut avoir lieu sans son consentement.

³L'État encourage les fusions de communes et la collaboration intercommunale; cette dernière peut être imposée dans certains domaines, lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement des tâches des communes.

Armoiries

Art. 2 Les armoiries de la Commune du Cerneux-Péquignot sont : d'argent (blanc) à une terrasse de sinople (vert) plantée de sapins et figurant une clairière au milieu de laquelle se trouve une charrue primitive de sable (noir).

Autorités

Art. 3 Les autorités communales sont :

- a) le Conseil général,
- b) le Conseil communal,
- c) les commissions instituées par les lois et règlements, notamment les commissions financière, des naturalisations et des agrégations, de la police du feu et de la salubrité publique,

d) les commissions consultatives.

Titres et fonctions **Art. 4** Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent sans distinction de genre.

Ressources **Art. 5** La commune pourvoit à ses dépenses :

- a) par le revenu des biens communaux,
- b) par les impôts, taxes, redevances et droits dont la perception est légalement ou réglementairement autorisée,
- c) par les bénéfices des services industriels.

Impôts **Art. 6** ¹La commune perçoit les impôts conformément à la loi sur les contributions directes.

²Les taux ainsi que toutes les dispositions relatives à la perception sont fixés par arrêté du Conseil général.

Électeurs **Art. 7** Sont électrices et électeurs en matière communale, s'ils sont âgés de 18 ans révolus :

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune,
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger qui sont inscrits dans le registre électoral de la commune en vertu de la législation fédérale,
- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.

Non-électeurs **Art. 8** Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles :

- a) ceux qui exercent des droits politiques hors de la commune,
- b) les personnes qui, en raison d'une incapacité durable de discernement, sont protégées par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude ne sont pas électrices.

Éligibilité	Art. 9 Tous les électeurs communaux sont éligibles.
Droit d'initiative a) Principe et objet	<p>Art. 10 ¹Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement communal, d'une décision du Conseil général (à l'exclusion des nominations) ou d'un projet quelconque intéressant la commune.</p> <p>²La demande d'initiative revêt la forme d'un projet rédigé ou celle d'une proposition générale.</p> <p>³Elle doit respecter le principe de l'unité de la matière.</p>
b) Exercice du droit	<p>Art. 11 ¹Toute initiative doit être annoncée par écrit au Conseil communal, accompagnée d'un exemplaire des listes de signatures.</p> <p>²Si la liste satisfait aux conditions légales, le Conseil communal publie sans retard dans la Feuille officielle le titre et le texte de l'initiative, ainsi que la liste des membres du comité d'initiative.</p> <p>³Les listes de signatures doivent être déposées en une seule fois au Conseil communal au plus tard six mois après la publication du texte de l'initiative dans la Feuille officielle.</p> <p>⁴Le comité d'initiative se compose de trois électeurs au moins.</p> <p>⁵Le Conseil communal contrôle si l'initiative a recueilli dans le délai le nombre de signatures valables; le Conseil général décide de sa recevabilité matérielle.</p>
c) Renvoi	<p>Art. 12 ¹Les dispositions sur l'initiative législative en matière cantonale sont applicables par analogie.</p> <p>²Toutefois, si l'initiative a recueilli dans les délais le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général, accompagnée d'un rapport, dans les six mois qui suivent la publication des résultats et lorsque l'initiative revêt la forme d'une proposition générale et qu'elle est soumise au vote du peuple, le Conseil général a un an pour y satisfaire si elle est acceptée.</p>
Droit de référendum a) Principe et objet	<p>Art. 13 ¹Dix pour-cent des électeurs de la commune peuvent demander que soit soumis au vote populaire :</p> <p>a) tout arrêté ou règlement du Conseil général contenant des dispositions générales et intéressant la commune dans son ensemble,</p>

b) ¹toute décision du Conseil général ayant pour effet de créer un nouvel engagement financier ou une nouvelle dépense à la charge du budget communal.

²Ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de référendum :

a) le budget et les comptes,

b) les décisions et arrêtés ayant un caractère d'urgence; la clause décrétant l'urgence doit figurer dans l'acte lui-même et être prononcée à la majorité des deux tiers des membres du Conseil général qui prennent part à la votation.

b) Publication

Art. 14 ¹Tout arrêté ou décision du Conseil général susceptible d'une demande de référendum doit faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'une publication dans la Feuille officielle par le Conseil communal.

²Si le texte n'est pas susceptible d'une publication intégrale, il suffit d'en publier l'intitulé, accompagné de la mention que le texte intégral peut être consulté au bureau communal.

c) Délai

Art. 15 ¹La demande de référendum doit être déposée auprès du Conseil communal dans les quarante jours qui suivent la publication de la décision contestée.

²Lorsque le délai référendaire expire entre le 15 juillet et le 15 août ou entre le 20 décembre et le 10 janvier, il est prolongé de 10 jours.

d) Annonce préalable uniquement pour les arrêtés relatifs à un plan d'affectation communal

Art. 16 ¹Pour les arrêtés et règlements du Conseil général relatifs à un plan d'affectation communal, l'annonce préalable du référendum, signée par cinq électrices ou électeurs, doit être déposée au Conseil communal dans les 10 jours à compter de la publication de l'acte attaqué.

²Le Conseil communal contrôle sans délai que les noms des signataires figurent sur le registre des électrices et électeurs au niveau communal le jour où l'annonce a été déposée.

- e) Renvoi **Art. 17** Pour le surplus, les dispositions relatives au référendum facultatif cantonal sont applicables par analogie.
- f) Référendum obligatoire **Art. 18** ¹Le Conseil communal soumet obligatoirement au vote du peuple toute contribution spéciale autorisée par le Conseil d'État en application de l'article 41 de la loi sur les communes, du 21 décembre 1964, dans les six mois dès l'adoption par le Conseil général.
- ²Lorsque, dans une commune de moins de 750 habitants, le Conseil général, après avoir adopté le système de la représentation proportionnelle, opte pour le système majoritaire à un tour, sa décision est soumise au vote du peuple.
- ³En matière de fusion ou de division, le consentement de la commune est soumis au référendum obligatoire.
- ⁴Tout changement du mode d'élection des membres du Conseil communal est soumis au référendum obligatoire. Le système peut être changé jusqu'à la fin du mois de décembre précédant les élections communales, la votation sur cet objet devant intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre.
- ⁵Toute réduction du nombre de sièges au Conseil général, décidée par ce dernier, est soumise au référendum obligatoire et la votation sur cet objet doit intervenir au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année précédant les élections communales.

Chapitre 2

INCOMPATIBILITES, EXCLUSIONS

Incompatibilités

a) absolues

Art. 19 ¹Les époux, partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale ou cantonale sur le partenariat, personnes menant de fait une vie de couple, parents et alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent siéger ensemble au bureau du Conseil général ou au Conseil communal.

²Toutefois, dans les communes de moins de quatre cents habitants, le Conseil d'État peut autoriser des dérogations.

³Les membres du Conseil d'État et le chancelier d'État ne peuvent faire partie ni du Conseil communal ni du Conseil général. Les membres du corps enseignant le peuvent alors que les autres fonctionnaires et employés communaux ne peuvent pas faire partie du Conseil communal mais peuvent faire partie du Conseil général, à l'exception du titulaire de la fonction d'administrateur communal.

⁴Les membres du Conseil communal ont voix consultative dans le Conseil général, mais ils ne peuvent en faire partie.

b) relatives

Art. 20 ¹Aucun membre du Conseil général, du Conseil communal ou d'une commission ne peut assister à une discussion, ni prendre part à une décision dans laquelle il aurait un intérêt ou qui concernerait :

- a) une personne à laquelle il est ou a été uni par le mariage,
- b) une personne à laquelle il est ou a été lié par un partenariat enregistré fédéral ou cantonal;
- c) une personne avec laquelle il mène de fait une vie de couple;
- d) un de ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

²Les cas de récusation sont soumis à l'appréciation de l'autorité à laquelle appartient le membre récusable, qui statue en son absence.

³La présente disposition n'est pas applicable lors d'une élection.

Exclusions

Art. 21 Les membres du Conseil général ou du Conseil communal cessent de faire partie de ces autorités :

- a) immédiatement, lorsqu'ils ne remplissent plus les conditions d'éligibilité, notamment s'ils cessent d'avoir leur domicile dans le ressort communal ou s'ils sont déclarés, par jugement, incapables de revêtir une charge ou une fonction officielle,
- b) à l'expiration d'un délai d'option de dix jours non utilisé, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas d'incompatibilité prévus à l'article 17 de la loi sur les communes,
- c) après mise en demeure, lorsqu'il apparaît qu'ils ne veulent plus exercer leur mandat, l'autorité compétente étant celle à laquelle ils appartiennent.

Chapitre 3

CONSEIL GENERAL

Élection	<p>Art. 22 ¹Le Conseil général est élu intégralement pour quatre ans, selon le système le système majoritaire à un tour.</p> <p>²En application de l'article 90 alinéa 6 LDP, le Conseil général est composé d'un nombre de sièges réduit de 2, fixé à 11.</p>
Impression des bulletins et matériel de vote	<p>Art. 23 ¹Le Conseil communal fait imprimer les bulletins de vote et les bulletins électoraux pour les votations et les élections de la commune.</p> <p>²Les bulletins électoraux sont imprimés avec la dénomination dont les partis politiques et groupements d'électeurs ont obtenu l'usage exclusif et durable.</p> <p>³Ils comportent à la suite de la liste des candidats un espace libre équivalant au cinquième de leur surface.</p> <p>⁴La chancellerie d'État, pour le compte des communes et de manière individualisée, fait parvenir simultanément aux électrices et électeurs de chacune d'entre elles, le matériel de vote nécessaire pour exercer leur droit de vote au bureau de vote ou par correspondance.</p> <p>⁵Le matériel de vote doit parvenir aux électrices et électeurs de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none">a) pour les élections, 10 jours au plus tard avant le scrutin,b) pour les votations, au plus tôt quatre semaines mais au plus tard trois semaines avant le scrutin. <p>⁶Le délai prévu pour les votations s'applique aussi aux élections lorsqu'elles ont lieu le même jour que des votations.</p>
Constitution	<p>Art. 24 ¹Dès que le Conseil communal a validé l'élection du Conseil général, il convoque ce dernier en séance de constitution.</p> <p>²La séance est présidée par le doyen d'âge; les trois plus jeunes membres remplissent provisoirement les fonctions de secrétaire et de questeurs.</p> <p>³L'assemblée ainsi constituée procède à la nomination de son bureau.</p>

Vacance	<p>Art. 25 ¹Lorsqu'une vacance se produit, le membre sortant doit être remplacé à bref délai.</p> <p>²Le nouveau conseiller général ne pourra siéger qu'après avoir été proclamé élu par le Conseil communal.</p>
Indemnités	<p>Art. 26 Le président et le secrétaire au PV reçoivent une indemnité dont le montant est fixé dans le cadre du budget. Cette indemnité peut être allouée annuellement ou par séance.</p>
Bureau	<p>Art. 27 Le bureau du Conseil général comprend un président, un vice-président, un secrétaire et deux questeurs.</p> <p>²Les membres sortant de charge sont immédiatement rééligibles.</p>
Attributions	<p>Art. 28 Le Conseil général a les attributions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. il élit conformément à l'article 73 ci-après: <ol style="list-style-type: none"> a) son bureau pour un an, b) le Conseil communal pour quatre ans, au début de chaque période administrative, c) la commission financière pour 2 ans, d) les membres des commissions prévues par présent règlement, e) les commissions consultatives qu'il y aurait lieu de désigner, f) les représentants de la commune dans les Conseils intercommunaux et les Conseils régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe et leurs suppléants si le règlement général du syndicat intercommunal prévoit l'élection de suppléants, l'article 73 de la loi sur les communes étant réservé; 2. il propose les éventuels candidats représentant la commune dans les comités et les comités régionaux des syndicats intercommunaux ou régionaux auxquels celle-ci participe et leurs suppléants si le règlement général du syndicat intercommunal prévoit l'élection de suppléants; 3. il arrête ou modifie les règlements communaux, sous réserve de la sanction du Conseil d'État, et en particulier le règlement général de commune (RGC), le règlement communal de police (RCP), le règlement communal sur les finances, le règlement communal sur les taxes et les émoluments perçus par la commune, celui sur les déchets et celui sur le statut des personnels communaux;

4. il délibère et vote sur toutes les propositions qui lui sont faites et qui se rapportent:
 - a) aux impositions communales,
 - b) aux traitements des fonctionnaires et employés communaux,
 - c) à la création de nouveaux emplois,
 - d) à l'acceptation de dons et legs faits à la commune,
 - e) aux participations et garanties financières accordées par la commune, qui dépassent les compétences financières du Conseil communal,
 - f) aux actions judiciaires que la commune pourrait introduire, ainsi qu'aux transactions, désistements et acquiescements dans les procès intéressant la commune, sous réserve de l'article 30, chiffre 6, de la loi sur les communes,
 - g) aux acquisitions d'immeubles destinés au patrimoine administratif qui nécessitent l'ouverture d'un crédit d'engagement dont le montant dépasse les compétences du Conseil communal,
 - h) à la délégation au Conseil communal de la compétence d'acquérir des immeubles destinés au patrimoine administratif par voie d'enchères publiques,
 - i) à l'octroi du droit de cité d'honneur;
5. il exerce le droit d'initiative de la commune;
6. il peut destituer un membre du Conseil communal pour de justes motifs;
7. enfin, il veille à la bonne gestion des biens de la commune et à leur conservation, ainsi qu'à la bonne marche des services publics.

Destitution

Art. 29 ¹Le Conseil général peut, par un arrêté voté à la majorité de trois quarts de ses membres, destituer un membre du Conseil communal pour de justes motifs.

²Sont considérés comme de justes motifs toutes les circonstances même non imputables à faute, qui, selon les règles de la bonne foi, excluent la poursuite du mandat.

³En particulier, le Conseil général peut destituer un membre du Conseil communal lorsque celui-ci :

- a) se trouve dans l'incapacité durable d'exercer son mandat,
- b) enfreint gravement les devoirs de son mandat ou porte gravement atteinte à la dignité de son mandat, intentionnellement ou par négligence,
- c) a été condamné pour une infraction pénale dont la nature ou la gravité sont incompatibles avec l'exercice de son mandat.

⁴Toutes les personnes qui, à n'importe quel titre, ont pris part aux séances ou aux auditions de la commission ou ont eu connaissance des pièces du dossier, sont soumises à l'obligation de garder le secret.

⁵Si elle propose la destitution, la commission joint un projet d'arrêté dans ce sens à son rapport.

Procédure applicable

Art. 30 ¹L'initiative de proposer l'engagement d'une procédure de destitution appartient au Conseil communal ou au bureau du Conseil général.

²Si le Conseil général donne suite à la proposition d'engager une procédure de destitution, une commission ad hoc est instituée pour instruire la demande et rendre compte de ses travaux sous forme d'un rapport écrit.

³La commission constate les faits d'office. Au surplus, les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979 concernant la récusation (art. 11 et 12), la représentation des parties (art. 13), le témoignage et la production de documents (art. 15 à 19), le droit d'être entendu (art. 21) et la consultation des pièces (art. 22 à 24) sont applicables par analogie.

Suspension provisoire	<p>Art. 31 ¹Dès que la procédure de destitution est engagée, le Conseil général peut, par un arrêté voté à la majorité de trois quarts de ses membres, prononcer la suspension provisoire du membre du Conseil communal, avec ou sans privation de traitement.</p> <p>²Si le Conseil général renonce ensuite à le destituer, le membre du Conseil communal a droit au versement du traitement dont il a, le cas échéant, été privé.</p>
Dissolution du Conseil communal	<p>Art. 32 ¹En cas de refus du Conseil général d'engager la procédure ou de conclure à la destitution, la demande de destitution ayant été proposée par le Conseil communal, la démission de la totalité des autres membres entraîne la dissolution de cette autorité.</p> <p>²Dans ce cas, une nouvelle élection du Conseil communal est organisée sans délai.</p>
Décès, démission et réélection	<p>Art. 33 ¹La démission et le décès, de même que la réélection, mettent fin d'office à la procédure de destitution.</p> <p>²La commission chargée de l'instruction de la demande de destitution constate la fin de la procédure dans son rapport.</p>
Décisions	<p>Art. 34 Les arrêtés du Conseil général prononçant la suspension provisoire ou la destitution valent décision, au sens de l'article 3 LPJA.</p>
Recours	<p>Art. 35 ¹La décision de suspension provisoire et la décision de destitution peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, conformément à la LPJA.</p> <p>²Le recours est dépourvu d'effet suspensif.</p>
Effets sur d'autres mandats	<p>Art. 36 La suspension provisoire ou la destitution d'un membre du Conseil communal entraîne la suspension provisoire ou la destitution de ses mandats au sein de tout Conseil d'établissement scolaire et de tout syndicat intercommunal.</p>
Représentation dans l'organe d'administration	<p>Art. 37 Lorsqu'une commune a un intérêt public dans une société anonyme ou une société coopérative, elle veille à ce que les statuts de la société lui confèrent le droit de déléguer des représentants dans l'organe d'administration.</p>
Attributions du bureau	<p>Art. 38 ¹Les attributions particulières des membres du bureau sont les suivantes :</p> <p>²Le président dirige les délibérations de l'assemblée.</p>

³Il rappelle à la question ceux qui s'en écartent ou à l'ordre ceux qui le méritent par leur attitude ou leurs propos.

⁴L'effet du rappel à l'ordre peut être augmenté par une mention au procès-verbal.

⁵En l'absence du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président ou, à défaut, par un autre membre de l'assemblée désigné par celle-ci, sous la présidence temporaire du membre le plus âgé.

⁶Le président en fonction ne délibère pas. S'il désire le faire, il se fait remplacer momentanément par le vice-président.

⁷Le secrétaire procède à l'appel nominal et tient le procès-verbal des délibérations. En cas d'absence, il est remplacé par un autre membre de l'assemblée désigné par celle-ci. Le secrétaire au procès-verbal peut être externe au Conseil général.

⁸Les questeurs sont chargés de délivrer et de recueillir les bulletins de vote, d'en faire le dépouillement, de compter à haute voix les suffrages lors des votes à main levée et d'en donner le nombre au président.

Réception de la correspondance et signature

Art. 39 ¹En dehors des séances, le président reçoit la correspondance adressée au Conseil général et en donne connaissance à la plus prochaine séance.

²Il signe, avec le secrétaire, tous les actes et arrêtés émanant du Conseil général.

Convocation

Art. 40 ¹La convocation du Conseil général se fait par voie électronique. Une convocation est adressée par courrier postal aux membres qui en font la demande.

²Elle mentionne le jour, l'heure et l'ordre du jour de la séance.

³Les cas d'urgence exceptés, elle doit être adressée ou remise au domicile de chaque conseiller, au minimum 7 jours avant la séance.

⁴Elle doit être rendue publique, tout comme les rapports à l'intention de leurs membres. Ces documents sont envoyés aux médias qui en font la demande.

Empêchements

Art. 41 ¹Tout membre du Conseil général empêché d'assister à une séance doit s'en excuser à l'avance par écrit auprès du président.

²Si un membre manque trois séances consécutives sans s'être fait excuser, il sera invité par lettre à mettre plus d'assiduité dans l'exercice de son mandat ou à présenter sa démission.

Séances ordinaires	<p>Art. 42 ¹Le Conseil général se réunit en séance ordinaire deux fois par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la première, dans les six premiers mois de l'année, pour l'examen de la gestion et des comptes du Conseil communal pour l'année écoulée, – la seconde, dans le courant du dernier trimestre, pour l'examen du projet de budget présenté par le Conseil communal pour l'année suivante. <p>²Il est convoqué, dans les deux cas, par le Conseil communal qui fixe l'ordre du jour des séances.</p> <p>³Dans la première de ces séances ordinaires, le Conseil général nomme son bureau.</p>
Séances extraordinaires	<p>Art. 43 ¹Le Conseil général se réunit en séance extraordinaire à la demande du Conseil d'État, du Conseil communal ou du bureau du Conseil général.</p> <p>²Il est convoqué par le Conseil communal qui arrête l'ordre du jour de la séance, après consultation du président du Conseil général.</p> <p>³Le Conseil général se réunit également en séance extraordinaire lorsque le quart de ses membres en fait la demande écrite au président.</p> <p>⁴Dans ce cas, il est convoqué par le bureau du Conseil général.</p>
Séances publiques	<p>Art. 44 ¹Les séances du Conseil général sont publiques.</p> <p>²Le public doit garder le silence et s'abstenir de toute remarque d'approbation ou de désapprobation.</p> <p>³En cas de nécessité, le président peut faire prendre toute mesure utile allant jusqu'à l'évacuation de la salle.</p>
Huis clos	<p>Art. 45 Si un intérêt prépondérant public ou privé l'exige, le Conseil général peut, à la majorité des membres présents, ordonner le huis clos ou n'autoriser que la présence des médias (huis clos partiel).</p>
Ouverture de la séance	<p>Art. 46 ¹Chaque séance est ouverte par l'appel nominal.</p> <p>²Suivent la lecture et l'adoption du procès-verbal de la séance précédente.</p> <p>³Puis, le président rappelle l'ordre du jour et ouvre les délibérations.</p>

Quorum	<p>Art. 47 ¹Le Conseil général ne peut prendre de décisions valables que si les membres présents forment la majorité de son effectif.</p> <p>²Toutefois, si une première convocation ne réunit pas cette majorité, les membres présents pourront décider une nouvelle convocation «par devoir»; les décisions prises par l'assemblée ainsi convoquée seront valables quel que soit le nombre des membres présents.</p>
Cas d'urgence	<p>Art. 48 ¹Le Conseil général ne peut délibérer et, à plus forte raison, statuer et prendre un arrêté que sur les objets figurant à l'ordre du jour de la séance.</p> <p>²Toutefois, si le cas d'urgence est admis par les deux tiers au moins des membres présents, il peut délibérer, prendre en considération une proposition déposée par l'un ou l'autre de ses membres et la renvoyer au Conseil communal pour examen et rapport ou statuer sur tout projet ou proposition du Conseil communal.</p>
Délibérations	<p>Art. 49 Les objets sur lesquels le Conseil général est appelé à délibérer sont présentés dans l'ordre suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) élections et nominations, b) propositions, projets d'arrêtés et rapports du Conseil communal, c) lettres et pétitions, d) motions et propositions présentées par les membres du Conseil général, e) motions populaires, f) interpellations et questions.
Propositions du Conseil communal	<p>Art. 50 ¹Toute proposition ou tout projet d'arrêté du Conseil communal doit être accompagné d'un rapport écrit.</p> <p>²Tout projet d'arrêté doit faire l'objet de deux débats au moins.</p> <p>³Le premier débat porte sur l'entrée en matière; si elle est acceptée et si le projet n'est pas renvoyé à une commission, il est soumis à un second débat, article par article.</p> <p>⁴Finalement, l'assemblée se prononce sur l'ensemble du projet.</p> <p>⁵Le Conseil communal peut retirer ses rapports ou propositions de l'ordre du jour tant qu'une décision d'entrée en matière n'est pas intervenue.</p>

Lettres et pétitions	<p>Art. 51 ¹Le président donne connaissance des lettres et pétitions adressées au Conseil général.</p> <p>²Il est fait lecture d'une pièce si le bureau ou le Conseil général lui-même le décide.</p> <p>³Une lettre ou une pétition en rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour reste en suspens et est classée après la liquidation de cet objet.</p> <p>⁴Les pétitions sans rapport avec un objet inscrit à l'ordre du jour sont renvoyées pour étude et rapport au Conseil communal ou à une commission spéciale.</p> <p>⁵Toute pétition doit être examinée quant au fond et faire l'objet d'une réponse le plus tôt possible.</p>
Motions et propositions	<p>Art. 52 ¹Tout membre du Conseil général a le droit de demander l'étude d'une question déterminée (motion) ou de présenter un projet d'arrêté rédigé de toutes pièces (proposition).</p> <p>²Les motions et propositions doivent être déposées sous forme écrite 15 jours avant une séance pour pouvoir être inscrites à l'ordre du jour.</p> <p>³Les motions et propositions sont développées par leur auteur ou l'un des cosignataires; elles peuvent faire l'objet d'amendements.</p> <p>⁴Toute motion ou proposition prise en considération est renvoyée au Conseil communal pour examen et rapport dans une prochaine séance mais au plus tard dans un délai de 1 an.</p>
Motion populaire	<p>Art. 53 ¹20 électrices ou électeurs de la commune peuvent adresser une motion populaire au Conseil général.</p> <p>²La motion populaire est la demande faite au Conseil général d'enjoindre le Conseil communal de lui adresser un rapport d'information ou un rapport accompagné d'un projet de règlement ou d'arrêté.</p>
Listes de signatures	<p>Art. 54 Les listes de signatures de la motion populaire doivent indiquer</p> <p>a) le texte de la motion avec une brève motivation;</p> <p>b) les nom, prénom et adresse de la première personne signataire;</p> <p>c) le texte de l'article 101 de la loi sur les droits politiques (LDP) adapté à la motion populaire,</p>

Dépôt et validation

Art. 55 ¹Les listes de signatures sont adressées au Conseil communal.

²Le Conseil communal détermine si la motion populaire a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, les dispositions relatives à l'initiative populaire en matière cantonale concernant l'attestation, prévues aux articles 102 et 103 LDP, étant applicables par analogie.

³Le Conseil communal communique sa décision à la première personne signataire de la motion en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signatures nulles.

⁴Si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général pour inscription à l'ordre du jour de sa prochaine séance

Traitement

Art. 56 ¹La motion populaire ne peut faire l'objet d'amendement.

²La motion populaire ne fait l'objet d'aucun développement en cours de séance.

³Si aucun membre du Conseil général ni le Conseil communal ne combat la motion populaire, celle-ci est acceptée.

⁴Si un membre du Conseil général ou le Conseil communal combat la motion populaire, les débats sont ouverts et le Conseil général se prononce par un vote.

⁵En cas d'acceptation de la motion populaire, le Conseil communal y donne suite dans un délai d'une année.

Art. 57 La motion populaire peut être retirée par la première personne signataire jusqu'à l'ouverture des débats au Conseil général.

Interpellation

Art. 58 ¹Tout membre du Conseil général a le droit d'interpeller le Conseil communal sur un objet déterminé ressortissant à la politique ou à l'administration communale.

²L'interpellation est développée par son auteur, puis le Conseil communal doit répondre.

³Aucune discussion n'est ouverte, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

⁴L'interpellateur se déclare satisfait ou non satisfait et l'interpellation est close.

⁵Aucun vote ne peut intervenir à la suite de la discussion d'une interpellation.

Questions	<p>Art. 59 ¹Tout membre du Conseil général a le droit de poser une question sur un objet quelconque ne figurant pas à l'ordre du jour.</p> <p>²Elle doit être déposée par écrit avant l'ouverture de la séance.</p> <p>³Le Conseil communal répond en principe de vive voix et brièvement aux questions.</p>
Résolutions	<p>Art. 60 ¹Tout membre du Conseil général peut proposer une résolution.</p> <p>²Justifiée par les événements ou les circonstances du moment et consistant dans un vœu, une protestation ou un message, la résolution est une déclaration sans effet obligatoire qui doit être limitée à l'évocation de problèmes intéressant la Commune, sa gestion et son développement.</p> <p>³Une intervention de conseiller général susceptible d'être l'objet d'un arrêté, d'une motion, d'une proposition ou d'un postulat ne peut tendre au vote d'une résolution.</p>
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour	<p>Art. 61 Le Conseil communal peut faire au Conseil général des propositions ou des communications, sans que celles-ci figurent à l'ordre du jour.</p>
Ouverture de la discussion	<p>Art. 62 ¹La discussion est ouverte, dirigée et close par le président.</p> <p>²Il donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée.</p> <p>³Lorsqu'il y a plusieurs orateurs inscrits, la parole est donnée premièrement à celui qui n'a pas encore parlé.</p> <p>⁴Toutefois, après un rapport du Conseil communal ou d'une commission, les membres de ce Conseil ou de cette commission ont la priorité s'ils demandent la parole.</p> <p>⁵Les membres du Conseil communal peuvent obtenir la parole au moment où ils le jugent opportun.</p>
Discussion	<p>Art. 63 ¹Les orateurs ne doivent adresser la parole qu'au président ou à l'assemblée.</p> <p>²Toute discussion entre membres de l'assemblée est interdite. Il en est de même de tout signe d'approbation et de désapprobation.</p>

Suspension de séance	<p>Art. 64 Une suspension de séance doit être ordonnée par le président lorsque le Conseil communal ou un groupe politique du Conseil général en fait la demande.</p>
Clôture de la discussion	<p>Art. 65 ¹La discussion est close lorsque personne ne demande plus la parole.</p> <p>²Toutefois, si cinq membres au moins de l'assemblée demandent de clore la discussion plus tôt, le président mettra immédiatement cette proposition en votation.</p> <p>³Si la clôture est décidée à la majorité des voix, la parole ne sera plus donnée qu'aux orateurs déjà inscrits ou au membre du Conseil communal ou d'une commission qui remplit les fonctions de rapporteur.</p>
Amendements	<p>Art. 66 ¹Chaque membre peut proposer un amendement.</p> <p>²Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et les amendements avant la proposition principale.</p>
Votations	<p>Art. 67 ¹Lorsque le débat est clos, le président en résume brièvement l'objet, énonce les questions sur lesquelles l'assemblée va se prononcer, puis fait procéder au vote.</p> <p>²S'il y a contestation sur la manière dont les questions sont posées, l'assemblée en décide.</p> <p>³Dès que la votation est commencée et jusqu'à la proclamation du résultat, nul ne peut obtenir la parole.</p> <p>⁴Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.</p>
Participation du président aux votations	<p>Art. 68 ¹Dans les votations à main levée ou à l'appel nominal, le président ne vote pas, mais il départage les voix en cas d'égalité.</p> <p>²En revanche, il participe aux votes au scrutin secret.</p>
Votations à main levée	<p>Art. 69 ¹La votation se fait à main levée, hormis les cas prévus aux articles 70, 71 et 73.</p> <p>²Il est toujours procédé à la contre-épreuve.</p>

Appel nominal	<p>Art. 70 La votation a lieu à l'appel nominal lorsque cinq membres au moins de l'assemblée le réclament.</p>
Scrutin secret	<p>Art. 71 ¹La votation a lieu au bulletin secret si la demande en est faite par la majorité des membres présents.</p> <p>²En cas d'égalité des voix au scrutin secret, la proposition est rejetée.</p>
Droit de cité d'honneur	<p>Art. 72 ¹Le vote accordant le droit de cité d'honneur requiert la majorité des deux tiers des membres du Conseil général.</p> <p>²L'assentiment préalable du Conseil d'État est nécessaire pour l'octroi d'un tel droit.</p>
Elections	<p>Art. 73 ¹Les candidats sont annoncés au président et présentés par lui; le suffrage accordé à un candidat ayant décliné sa candidature ou n'ayant pas été présenté avant le scrutin est nul.</p> <p>²Les élections se font au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages; après deux tours infructueux, un troisième tour en décide à la majorité relative.</p> <p>³Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des personnes à élire, ceux qui ont obtenu le moins de voix sont éliminés.</p> <p>⁴Dans le dépouillement des scrutins, il n'est pas tenu compte des bulletins blancs ou nuls, ni des abstentions, qui ne comptent pas pour le calcul de la majorité; en cas d'égalité des voix au troisième tour, le tirage au sort en décide.</p> <p>⁵L'élection tacite est réservée lorsque le nombre des candidats proposés est égal ou inférieur à celui des candidats à élire.</p>
Clause d'urgence	<p>Art. 74 ¹Lorsqu'un arrêté du Conseil général est muni de la clause d'urgence, il n'est pas soumis au référendum.</p> <p>²L'urgence doit être prononcée à la majorité des deux tiers des membres qui prennent part à la votation et figurer dans l'arrêté lui-même.</p> <p>³La clause ne peut se justifier que par des motifs importants et notamment une urgence réelle: un crédit ne saurait être voté avec la clause d'urgence pour des travaux terminés, pour remédier à des retards accumulés antérieurement, accélérer la réalisation d'un projet ou encore par pure commodité.</p>

⁴L'arrêté du Conseil général muni de la clause d'urgence doit être publié dans les meilleurs délais dans la Feuille officielle avec les considérants, les motifs et les voies de recours.

Procès-verbal

Art. 75 ¹Le procès-verbal des séances du Conseil général doit faire mention:

- a) du nom de la personne qui a présidé l'assemblée,
- b) du nombre des membres présents,
- c) du nombre des membres absents, en indiquant ceux qui étaient excusés et ceux qui ne l'étaient pas,
- d) des objets mis en discussion, des propositions faites, ainsi que des diverses opinions émises et des arguments invoqués pour et contre,
- e) des décisions finales, avec le nombre de voix pour et contre chaque proposition ou amendement,
- f) de l'heure de l'ouverture et de celle de la clôture de la séance.

²Dès que le procès-verbal est approuvé, il est signé par le président et le secrétaire. Le registre, une fois terminé, est déposé aux archives communales.

Droit à l'information

Art. 76 Toute personne a le droit de consulter les documents officiels, dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

Chapitre 4

CONSEIL COMMUNAL

Élection	<p>Art. 77 ¹Le Conseil communal est composé de 5 membres, élus pour quatre ans, conformément à l'article 28 du présent règlement, au début de chaque législature.</p> <p>²Les conseillers communaux sont immédiatement rééligibles.</p>
Vacance au Conseil communal	<p>Art. 78 Lorsqu'une vacance survient dans le Conseil communal, le Conseil général est convoqué dans le plus bref délai pour y pourvoir.</p>
Démission	<p>Art. 79 Le Conseil général prendra acte de la démission donnée par un membre du Conseil communal après que celui-ci aura rendu compte de son administration au Conseil communal qui lui en aura donné décharge.</p>
Constitution	<p>Art. 80 ¹Au début de chaque législature ou en cas de départ de l'un de ses membres, le Conseil communal nomme son bureau composé selon l'article 83 du présent règlement.</p> <p>²En cas d'égalité, le sort en décide.</p> <p>³Il répartit entre ses membres les dicastères de l'administration communale.</p> <p>⁴Chaque chef de dicastère a un suppléant.</p>
Dicastères	<p>Art. 81 Les dicastères du Conseil communal sont les suivants, selon la classification fonctionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none">0 Administration générale1 Ordre et sécurité publique, défense2 Formation3 Culture, sport et loisirs, églises4 Santé5 Sécurité sociale6 Transports7 Protection de l'environnement et aménagement du territoire8 Économie publique9 Finances et impôts

Responsabilité des chefs de dicastère	<p>Art. 82 ¹Chaque chef de dicastère est responsable de sa gestion envers le Conseil communal.</p> <p>²Il propose et soumet à ce dernier les projets de règlements et d'arrêtés sur les objets relevant de son dicastère.</p> <p>³Il est responsable de la signature des pièces justificatives des dépenses relevant de sa compétence.</p>
Bureau	<p>Art. 83 ¹Le bureau du Conseil communal se compose du président, du vice-président et du secrétaire.</p> <p>²Le président exerce la surveillance générale sur la marche de l'administration communale et en particulier sur le bureau communal; il préside les séances du Conseil communal, en fixe l'ordre du jour et en dirige les débats.</p> <p>³Il reçoit, en règle générale, la correspondance et toutes communications adressées à la commune.</p> <p>⁴Il signe, avec le secrétaire, toute la correspondance et autres actes écrits officiels émanant du Conseil communal.</p> <p>⁵Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci; le secrétaire doit également avoir un remplaçant formellement désigné.</p> <p>⁶Le secrétaire est chargé :</p> <p>a) de signer, avec le président, la correspondance et autres actes écrits du Conseil communal,</p> <p>b) de surveiller les archives communales.</p>
Attributions	<p>Art. 84 Le Conseil communal exerce, dans les limites du budget et des décisions du Conseil général, les attributions que les lois et les règlements lui confèrent.</p>
Nomination des commissions	<p>Art. 85 ¹Le Conseil communal nomme dans son sein ou en dehors les commissions qu'il juge indispensable.</p> <p>²Il peut également nommer, dans son sein ou en dehors, des commissions consultatives.</p>

Mesures d'urgence	Art. 86 En cas d'urgence, le président du Conseil communal ou le chef du dicastère intéressé prend les mesures qu'il juge nécessaires; il en réfère au Conseil communal dans le plus bref délai.
Responsabilité solidaire	Art. 87 Les membres du Conseil communal sont solidairement responsables des pertes que pourrait subir la commune du fait qu'ils auraient négligé de régulariser le cautionnement de l'administrateur communal ou du caissier ou accepté comme caution des personnes notoirement insolubles.
Interdiction de soumissionner	Art. 88 Aucun membre du Conseil communal ne peut soumissionner, quelle que soit la procédure applicable, à un marché public de constructions, de fournitures et de services de la commune.
Séances	Art. 89 Le Conseil communal se réunit en principe deux fois par mois.
Votations	<p>Art. 90 ¹Sous réserve des cas de récusation, chaque membre du Conseil communal est tenu de voter sur les objets mis en délibération.</p> <p>²Les membres absents ne peuvent pas voter.</p> <p>³Les décisions sont prises à la majorité des voix.</p> <p>⁴Le président vote. En cas d'égalité des voix, son vote compte double.</p>
Nominations et adjudications	<p>Art. 91 ¹Les nominations et adjudications sont faites à la majorité.</p> <p>²Le directeur intéressé donne en premier lieu son préavis motivé, avec pièces à l'appui.</p>
Validité des décisions	<p>Art. 92 ¹Le Conseil communal ne peut prendre de décision valable que si les membres présents forment la majorité du Conseil élu.</p> <p>²Les rapports présentés par le Conseil communal émanent de cette instance prise dans son ensemble; il ne peut, par conséquent, pas être fait de rapport de minorité.</p>

Honoraires	Art. 93 Les membres du Conseil communal reçoivent un traitement ou des honoraires fixés par arrêté du Conseil général.
Indemnités de déplacement	Art. 94 Des indemnités de déplacement sont allouées aux membres du Conseil communal selon le tarif fixé par arrêté du Conseil général.
Rétributions extraordinaires	Art. 95 Le Conseil communal peut allouer à ses membres des rétributions extraordinaires pour travaux effectués en dehors des obligations normales.
Secret de fonction	Art. 96 Les membres du Conseil communal et l'administrateur communal sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur fonction.

Chapitre 5

COMMISSIONS NOMMEES PAR LE CONSEIL GENERAL

Nominations	<p>Art. 97 ¹Le Conseil général nomme dans son sein ou en dehors les commissions instituées par les lois et les règlements :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la commission financière et de gestion,b) la commission des naturalisations et des agrégations,c) la commission d'urbanisme,d) la commission des chemins,e) la commission de police du feu et de salubrité publique,f) toutes autres commissions jugées nécessaires.
Refus de nomination	<p>Art. 98 Un membre du Conseil général ne peut refuser de faire partie d'une commission que s'il fait déjà partie de deux autres.</p>
Mode de nomination	<p>Art. 99 ¹La commission financière est renouvelée intégralement tous les deux ans. Les membres de la commission financière sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue ou tacitement.</p> <p>²Les membres des autres commissions sont élus de la même manière au début de chaque législature et pour la durée de celle-ci.</p> <p>³Les membres sortant de charge sont immédiatement rééligibles.</p>
Représentation du Conseil communal	<p>Art. 100 ¹Le Conseil communal peut se faire représenter à toutes les séances des commissions du Conseil général.</p> <p>²Il a voix consultative.</p>
Convocation	<p>Art. 101 ¹Le Conseil communal convoque pour la première réunion de chaque législature les commissions qui ne sont pas présidées d'office par l'un de ses membres.</p> <p>²Dans ce cas, le doyen d'âge en prend la présidence jusqu'au moment où la commission a élu son président et son rapporteur.</p>

Correspondance	Art. 102 La correspondance des commissions est signée par le président et le rapporteur.
Rapports	Art. 103 Les rapports de toutes les commissions doivent être communiqués au Conseil communal au moins 5 jours avant d'être présentés au Conseil général.
Secret de fonction	Art. 104 Les membres des commissions sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.
Commission financière	<p>Art. 105 ¹La commission financière et de gestion se compose de 5 membres, choisis au sein du Conseil général.</p> <p>²Son bureau est formé du président et du secrétaire-rapporteur.</p> <p>³Elle examine le budget ainsi que la gestion et les comptes présentés par le Conseil communal et doit déposer son rapport relatif à ces objets avant les débats au Conseil général.</p> <p>⁴Elle est informée des crédits d'engagement relevant de la compétence du Conseil communal et préavise l'octroi des crédits d'engagements relevant de la compétence du Conseil général.</p> <p>⁵Elle préavise toute vente de biens immobiliers du patrimoine financier dont la valeur marchande dépasse les compétences financières du Conseil communal. Elle est renseignée sur les ventes de biens immobiliers du patrimoine financier dont la valeur marchande n'excède pas les compétences du Conseil communal.</p> <p>⁶Elle préavise à l'attention du Conseil général la désignation de l'organe de révision des comptes proposé par le Conseil communal.</p> <p>⁷Elle donne son accord préalable à l'exécutif d'engager une dépense urgente et imprévisible avant même l'octroi du crédit.</p> <p>⁸La commission est convoquée par son président ou par le Conseil communal.</p> <p>⁹Dans l'exercice de son mandat, elle a accès à toutes les pièces nécessaires.</p>
Commission des naturalisations et des agrégations	<p>Art. 106 ¹La commission des naturalisations et des agrégations se compose de 5 membres choisis au sein du Conseil général.</p> <p>²Son bureau est formé d'un président et d'un secrétaire.</p>

³Elle rapporte au Conseil communal, en préavisant l'octroi ou le refus de la naturalisation ou de l'agrégation.

Commission de police
du feu et de salubrité
publique

Art. 107 ¹La commission du feu et de salubrité publique se compose de 3 membres choisis parmi les électeurs communaux, de préférence dans les milieux compétents, dont le Conseiller communal responsable de la sécurité publique.

²Ses attributions sont fixées par la législation cantonale et la réglementation communale spécifique.

Autres commission

Art. 108 ¹Les autres commissions se composent en principe de 5 membres choisis au sein du Conseil général.

Chapitre 6

COMMISSIONS NOMMEES PAR LE CONSEIL COMMUNAL

Dispositions générales	Art. 109 ¹ Le Conseil communal peut nommer, à titre permanent ou temporaire, toute autre commission consultative qu'il juge nécessaire à la bonne marche de l'administration.
Bureau	Art. 110 ¹ Les commissions nommées sont présidées par l'un des membres du Conseil communal. ² Pour le surplus, elles désignent elles-mêmes leur bureau.
Convocation	Art. 111 Elles sont convoquées sur décision de leur président, du Conseil communal ou à la demande du quart de leurs membres.
Secret de fonction	Art. 112 Les membres des commissions sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Chapitre 7

CONSEIL D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE

Dispositions générales	Art. 113 ¹ Le Conseil d'établissement scolaire est l'organe consultatif pour les cycles 1, 2 et 3 de la scolarité obligatoire. Il est communal si l'école est organisée à l'échelle communale, régional si l'école est organisée à l'échelle de la région.
Composition pour les communes membres d'un cercle scolaire régional	Art. 114 ¹ Chaque commune membre d'un cercle scolaire régional désigne, dans les limites du règlement du cercle scolaire régional : a) un délégué du Conseil communal, qui est le Conseiller communal responsable de la formation. ² Chaque délégué ne peut représenter qu'une catégorie de membres de droit du Conseil d'établissement scolaire.
Organisation	Art. 115 Selon le Règlement du Conseil d'établissement scolaire du cercle scolaire régional.
Convocation	Art. 116 Selon les modalités du Règlement du Conseil d'établissement scolaire du cercle scolaire régional.
Secret de fonction	Art. 117 Les membres du Conseil d'établissement sont tenus de garder secrets les faits qui doivent le rester en raison de leur nature et dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Chapitre 8

DISPOSITIONS FINANCIERES

Les dispositions financières sont consignées dans le règlement communal sur les finances, suite à l'entrée en vigueur de la LFinEC.

Chapitre 9

ADMINISTRATEUR COMMUNAL ET AUTRES EMPLOYES

Nomination	Art. 118 La nomination de l'administrateur est du ressort du Conseil communal et doit être ratifiée par le Conseil d'État.
Attributions	Art. 119 L'administrateur assume la direction des services administratifs de la commune réunis sous le nom de «Bureau communal».
Cahier des charges	Art. 120 ¹ Les attributions et obligations de l'administrateur sont fixées par un cahier des charges établi par le Conseil communal. ² L'administrateur assiste aux séances du Conseil général et du Conseil communal, avec voix consultative; il rédige les procès-verbaux du Conseil communal; il doit tout son temps à ses fonctions et ne peut s'absenter pour des raisons personnelles sans l'autorisation du président du Conseil communal.
Signature	Art. 121 L'administrateur ne peut signer aucune pièce au nom du Conseil communal.
Cautionnement	Art. 122 L'administrateur doit être mis au bénéfice de l'assurance-cautionnement conclue par la commune.

Statut

Art. 123 ¹Tous les fonctionnaires et employés communaux sont soumis à la législation cantonale sur le statut de la fonction publique, qui s'applique par analogie.

²Les classes de traitement de l'Etat, propres à chaque fonction communale, sont définies par un arrêté du Conseil général.

³Les traitements communaux suivent les adaptations décidées par l'Etat.

Secret de fonction

Art. 124 Il est interdit aux fonctionnaires et employés communaux de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur activité officielle et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

Chapitre 10

DISPOSITIONS FINALES

Abrogation et sanction **Art. 125** Le présent règlement abroge et remplace celui du 28 mai 2008 ainsi que toutes dispositions contraires.

Il deviendra exécutoire dès qu'il aura subi l'épreuve référendaire et qu'il aura été sanctionné par le Conseil d'État.

Au nom du Conseil général,

V. Mercier Y. Botteron

-
Le Cerneux-Péquignot, le 21 juin 2021

Table des matières

Chapitre 1 Dispositions générales

Définition, garantie d'existence et fusion	1
Armoiries	1
Autorités	1
Ressources	2
Impôts	2
Électeurs	2
Non-électeurs	2
Éligibilité	3
Droit d'initiative	3
a) Principe et objet	3
b) Exercice du droit	3
c) Renvoi	3
Droit de référendum	3
a) Principe et objet	3
b) Publication	4
c) Délai	4
e) Renvoi	5
f) Référendum obligatoire	5
Incompatibilités	6
a) absolues	6
b) relatives	6
Exclusions	7
Impression des bulletins et matériel de vote	8
Constitution	8
Vacance	9
Indemnités	9
Bureau	9
Attributions	9
Destitution	11
Procédure applicable	11
Suspension provisoire	12
Dissolution du Conseil communal	12
Décès, démission et réélection	12
Décisions	12
Recours	12
Effets sur d'autres mandats	12

Représentation dans l'organe d'administration	12
Attributions du bureau	12
Réception de la correspondance et signature	13
Convocation	13
Empêchements	13
Séances ordinaires	14
Séances extraordinaires	14
Séances publiques	14
Huis clos	14
Ouverture de la séance	14
Quorum	15
Cas d'urgence	15
Délibérations	15
Propositions du Conseil communal	15
Lettres et pétitions	16
Motions et propositions	16
Motion populaire	16
Listes de signatures	16
Dépôt et validation	17
Traitement	17
Interpellation	17
Questions	18
Résolutions	18
Propositions du Conseil communal ne figurant pas à l'ordre du jour	18
Ouverture de la discussion	18
Discussion	18
Suspension de séance	19
Clôture de la discussion	19
Amendements	19
Votations	19
Participation du président aux votations	19
Votations à main levée	19
Appel nominal	20
Scrutin secret	20
Droit de cité d'honneur	20
Elections	20
Clause d'urgence	20
Procès-verbal	21
Droit à l'information	21
Élection	22
Vacance au Conseil communal	22

Démission	22
Constitution	22
Dicastères	22
Responsabilité des chefs de dicastère	23
Bureau	23
Attributions	23
Nomination des commissions	23
Mesures d'urgence	24
Responsabilité solidaire	24
Interdiction de soumissionner	24
Séances	24
Votations	24
Nominations et adjudications	24
Validité des décisions	24
Honoraires	25
Indemnités de déplacement	25
Rétributions extraordinaires	25
Secret de fonction	25
Nominations	26
Refus de nomination	26
Mode de nomination	26
Représentation du Conseil communal	26
Convocation	26
Correspondance	27
Rapports	27
Secret de fonction	27
Commission financière	27
Commission des naturalisations et des agrégations	27
Commission de police du feu et de salubrité publique	28
Autres commission	28
Dispositions générales	29
Bureau	29
Convocation	29
Secret de fonction	29
Dispositions générales	30
Organisation	30
Convocation	30
Secret de fonction	30
Nomination	31
Attributions	31
Cahier des charges	31

Signature	31
Statut	32
Secret de fonction	32
Abrogation et sanction	33